

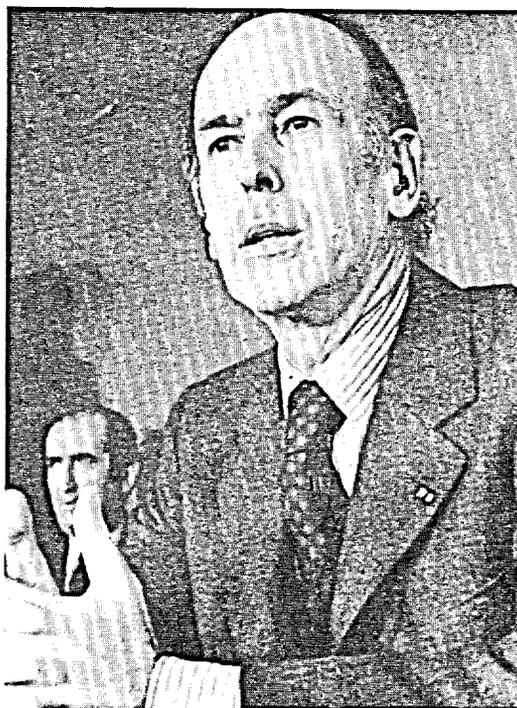
résonances qu'à plusieurs reprises le ministre minimisa le lendemain. Jean Sauvagnargues reprit le thème en octobre devant le Parlement européen en répondant à un député communiste que l'Union européenne, telle qu'elle est envisagée pour 1980, conduirait «à des abandons de souveraineté très importants». Mais interrogé sur ce thème, le président de la République a dit que toute organisation entraîne des réductions de souveraineté. Il n'était pas sûr qu'on puisse parler de transfert. D'ailleurs, ajoutait-il, «la théologie», au lieu de faire avancer l'Europe, la fait reculer en enfermant les Européens dans leurs querelles.

La France a proposé une relance économique centrée sur un emprunt commun aux pays producteurs de pétrole. L'Allemagne a renâclé, puis a consenti sous conditions à un montant fort modeste de deux milliards de dollars. En fait, la divergence des politiques d'expansion, donc de prix (7 p. cent de hausse en un an en Allemagne, le double en France et davantage en Angleterre), chacun entendant garder sa totale indépendance, favorise peu tout ce qui conduirait, d'une manière ou d'une autre, à créer une bourse commune.

M. Giscard d'Estaing a proposé à ses collègues de tenir un Sommet à Paris fin novembre ou début décembre 1974 où on y examinerait les perspectives à moyen terme en matière de balance des paiements, d'approvisionnement en énergie et matières premières, de croissance et d'emploi, enfin d'institutions européennes et d'union politique.

Un plan de relance global a été présenté par M. Sauvagnargues à ses partenaires. Il prévoyait que le Conseil communautaire, traitant aussi bien de la politique que de l'économie, siégerait périodiquement à l'échelon des chefs de gouvernement et serait assisté d'un secrétariat léger. Une date serait envisagée pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Ce plan a été fraîchement accueilli.

En fait, au moment où ces lignes sont écrites, rien n'indique que Valéry Giscard d'Estaing soit prêt à accepter ou à proposer une discipline communautaire. On craint beaucoup qu'il n'oriente la Communauté vers une sorte de club des hommes d'État qui se concerteraient mais sans s'engager, sans rien décider. Ce n'est pas sûr, car aucune porte n'est fermée, mais c'est inquiétant. D'ailleurs, le président a rappelé la volonté d'indépendance de la France et a fait profession de «mondialisme». Il n'y a là rien à redire, sinon qu'il s'agit de thèmes souvent invoqués par ceux qui ne placent pas la construction européenne très haut parmi les priorités.



Telephoto UPI

Depuis son accession à la présidence, M. Giscard d'Estaing s'est révélé l'une des personnalités les plus actives de la communauté internationale. Il tient ici une conférence de presse à l'issue du Sommet de Paris qui a réuni en décembre les chefs de gouvernement de la Communauté européenne. Il annonça à cette occasion que les Neuf étaient tombés d'accord sur l'importance d'une politique commune pour affronter la crise mondiale de l'énergie.

Autres relations

L'attitude de la France envers les États-Unis a quelque peu évolué dans la forme mais, pour le fond, quelles notes nouvelles?

Mettons à part la question de l'énergie et du Proche-Orient sur laquelle nous allons revenir et disons simplement que Valéry Giscard d'Estaing a bien voulu se montrer conciliant sans pourtant céder sur l'essentiel lors de la rencontre qu'il a eue avec le président Gerald Ford à la Martinique, au milieu de décembre 1974. D'autre part, il a voulu aussi renforcer la coopération économique avec l'URSS quand il a reçu à Paris, un peu plus tôt, M. Léonid Brejnev. M. Giscard d'Estaing s'intéresse d'ailleurs depuis longtemps aux échanges franco-soviétiques mais cette fois il a dû placer son approche sur un terrain plus politique.

En ce qui concerne le Canada, il y a eu la visite de M. Trudeau en octobre 1974. Les deux hommes d'État ont surtout préparé une coopération sur les problèmes de l'énergie: uranium, charbon, pétrole, mais le problème d'un resserrement des relations entre les États-Unis et